



Revue de presse

Semaine du 18 juin au 1^{er} juillet 2022

A NE PAS MANQUER

Quelles sont les principales pistes de l'exécutif dans son projet de loi sur le pouvoir d'achat ?

LE MONDE-AFP 29/06/2022

Avant que les travaux de l'Assemblée ne reprennent, le gouvernement peaufine l'un des textes les plus attendus du début de mandat d'Emmanuel Macron.

- ✓ Energie : remise carburant, bouclier tarifaire et prime transport
- ✓ Retraites de base et prestations sociales
- ✓ Augmentation du point d'indice
- ✓ Triplement de la prime Macron
- ✓ Baisse des cotisations des indépendants
- ✓ L'augmentation de l'indice des loyers
- ✓ Suppression de la redevance audiovisuelle
- ✓ Une aide aux étudiants
- ✓ La création d'un chèque alimentaire

Retrouvez le replay du webinaire sur Egalim + inflation, impact et possibles renégociations en restauration collective

NEO RESTAURATION 29/06/2022



Le replay du webinaire sur Egalim dans la tourmente économique du 23 juin 2022 est disponible. 45 minutes pour faire le point sur la réalité des pratiques d'achats des acteurs publics, la pression inflationniste, l'impact sur la chaîne de valeur, les clauses de révision de prix, les possibles réponses pour la filière de la restauration collective. Un webinaire coorganisé par Néo avec Vecteur Plus, structure de veille des appels d'offres de la commande publique, avec la participation du Geco Food Service et de Simon Kucher & Partners. Pour le regarder, il suffit de cliquer sur <https://webikeo.fr/webinar/restauration-collective-egalim-face-a-la-tourmente-economique-de-2022->

Restauration commerciale : synthèse de 3 études récentes sur l'évolution du secteur

BRA RESTAURATION 22/06/2022

- ✓ 1er trimestre 2022 : une restauration redynamisée, notamment à midi, mais déjà impactée par l'inflation
 - Au 1er trimestre 2022 : 91 % des restaurateurs avaient déjà constaté l'impact de l'inflation sur leur activité.
 - Au 1er trimestre 2022 : 82 % des clients constataient déjà un impact de l'inflation sur leur budget.
- ✓ Livraison et vae : des attentes fortes en matière de transparence et d'écoresponsabilité
 - En avril 2022 : 44 % des Français se disent prêts à payer plus cher des produits locaux malgré l'inflation.
 - 62 % des clients jugent que les restaurateurs ne sont pas assez transparents sur leurs pratiques écoresponsables.
- ✓ Une livraison « durablement ancrée » dans les habitudes de consommation selon le cabinet the npd
 - livraison de repas : + 85 % des commandes entre 2019 et 2021.
 - produits livrés : 10 % des commandes en livraison en 2021 étaient des pizzas, contre 25 % en 2019.

AFP - 28/06/2022 : France: les prix agricoles augmentent toujours à cause de la guerre en Ukraine

Le FoodTweet #12, l'apéro c'est sacré en 2022 ! La restauration repasse dans le vert...

SNACKING 22/06/2022

#1 | Aux U.S. la GIG ECONOMY est en danger dans l'état du Massachusetts qui requalifie les contrats des livreurs et chauffeurs indépendants

#2 | Exit le seul et unique « Parlons bouffe », Uber Eats lance sa nouvelle plateforme de marque avec sa signature : « Uber Eats, ça arrive ».

#3 | la Big Famille Big Fernand s'agrandit avec l'arrivée de "Maison Fernand"

#4 | Heineken invite ses clients à la déconnexion totale (et radicale) pour l'apéro

#5 | Feral Girl Summer, la tendance à connaître pour l'été 2022 et que l'on verra forcément en CHR

#6 | Etude : Comment devenir une love brand ?

#7 | User Generated Content : enjeux, bonnes pratiques et exemples de stratégies UGC

#8 | Paris 2024 : Carrefour entre dans la course olympique en nourrissant les athlètes de produits frais avec Teddy Riner

#9 | Restauration : l'activité repasse dans le vert pour la première fois depuis 2020 selon Food Service Vision.

SALON

Le Smart Food Festival de retour à Paris pour une 2e édition

BRA RESTAURATION 27/06/2022

Du 30 juin au 2 juillet prochain se tiendra au 80 rue des Haies (Paris 20e) la 2e édition du Smart Food Festival, organisé par Smart Food Paris. Au programme : 3 journées dédiées à la restauration de demain pour présenter les enjeux de la filière en matière d'innovation et d'alimentation durable.



HABITUDES DE CONSOMMATION / FILIERE / AGRICULTURE

L'agriculture biologique pas assez soutenue en France, estime la Cour des comptes

AFP 30/06/2022

Paris (AFP) – La politique de soutien au développement et au maintien de l'agriculture biologique en France « n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée par les pouvoirs publics », a estimé la Cour des comptes dans un rapport publié jeudi.

La filière bio cherche à relancer le marché

LA FRANCE AGRICOLE 30/06/2022 (article réservé aux abonnés)

L'année 2021 a été marquée par une baisse générale de la consommation alimentaire des ménages. Les ventes de produits bio ont diminué de — 1,3 %, hors restauration hors domicile, entre 2020 et 2021.

Le bio n'a pas dit son dernier mot

RIA 23/06/2020

« La question du ralentissement de la demande du bio a fait couler beaucoup d'encre en début d'année, mais les chiffres qui ont été publiés concernent surtout la grande distribution », insiste Laure Verdeau, directrice générale de l'Agence Bio. En effet, d'après les derniers chiffres rendus publics par cette dernière, le marché global (avec la RHF) a ralenti de - 0,5 % en 2021, perdant 68 M€ sur l'année, à 13,3 milliards d'euros, tout en conservant une part de marché de 6,6 % dans les courses alimentaires des ménages français.

RESTAURATION COMMERCIALE

Reprise en restauration mais dans un contexte tendu

LE MONDE DU SURGELE 29/06/2022

Selon Food Service Vision, la situation s'est améliorée sur la période de mars à mai, en particulier sur la restauration commerciale. Pour autant, le marché est particulièrement impacté par la hausse des tarifs fournisseurs et la pénurie de certaines matières.

La restauration en forte reprise, malgré l'inflation

L'HOTELLERIE RESTAURATION 29/06/2022

Pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, le secteur affiche une activité positive en valeur en mai, selon Food Service Vision. La demande est au rendez-vous, mais le contexte économique demeure préoccupant.

Le SNARR prêt à relever le défi de la transition

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p6)

La rapide plus forte et métamorphosée

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p8)

Le végétal une croissance à deux chiffres

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p10)

Quand le snacking monte en gamme

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p16)

La stratégie digitale devient un atout clé de la franchise

SNACKING 20/06/2022

Très populaire en restauration rapide, le modèle de la franchise poursuit sa mutation, portée par la transformation digitale selon la 18e édition de l'enquête Banque Populaire/FFF réalisée avec Kantar. Click & Collect, livraison, géolocalisation, analyse des datas clients sans oublier une présence active sur les réseaux sociaux font aujourd'hui partie de la palette d'outils à disposition des franchiseurs comme des franchisés.

Une livraison « durablement ancrée » dans les habitudes de consommation selon le cabinet The NPD

BRA RESTAURATION 23/06/2022

Elle a explosé pendant la crise sanitaire et persiste malgré la fin des restrictions. En France, la livraison de plats à domicile est un vrai phénomène de société, pesant pour 318 millions de visites en restauration commerciale en 2021, soit 8 % des visites totales du marché, selon une étude menée par The NPD Group.

Le marché de la restauration à nouveau en progression

LA FRANCHISE 23/06/2022

Pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, le marché de la restauration se porte bien, avec un gain de +4 % en valeur en mai 2022 et une limitation de ses pertes à 2,1 milliards d'euros (vs 17,6 milliards d'euros en 2021).

Livraison et VAE : des attentes fortes en matière de transparence et d'écoresponsabilité

BRA TENDANCES 23/06/2022

À l'occasion de la Journée de la Terre, le 22 avril, Deliverect a mené une enquête sur l'importance des engagements écoresponsables des restaurants pour la livraison et la VAE. Réalisée en collaboration avec Censuwide auprès de 7 000 consommateurs, dont plus de 1 300 Français, elle révèle une sensibilisation accrue à l'écoresponsabilité. 44 % des Français interrogés se disent en effet prêts à payer plus cher des produits locaux malgré l'inflation, et 45 % indiquent prioriser des produits plus durables.

Le secteur de la restauration reprend des couleurs

FRANCE INFO 23/06/2022

Les Français ont retrouvé le chemin des restaurants, à tel point que cette branche repasse dans le vert pour la première fois depuis le début de la crise liée au Covid-19.

⇒ **SNACKING**

L'hybridation des concepts, le salut des centres commerciaux ?

SNACKING 22/06/2022

Depuis 2020, l'activité des centres commerciaux a été durement impactée par la pandémie et les mesures de restriction qui l'ont accompagnée. Il faut y ajouter désormais les pressions qui pèsent sur le pouvoir d'achat et qui compromettent les scénarios optimistes de reprise. Toutefois, les experts Xerfi prévoient un redressement des transactions en immobilier de commerce dans la mesure où ce segment a toujours la faveur des investisseurs, convaincus par les stratégies volontaristes des foncières. Il y aura donc des opportunités pour les enseignes, à condition de savoir jouer la carte de la diversification... et de l'hybridation !

Les tendances de la restauration dans le monde ont changé

LA REVUE DES COMPTOIRS 22/06/2022

Les crises mondiales successives ont transformé les habitudes de consommation et les tendances de la restauration. Une étude menée par le groupe NPD réalisée pour le compte de Sial Insights analyse l'évolution des comportements hors domicile des consommateurs entre 2019 et 2022.

Restauration : l'activité repasse dans le vert pour la première fois depuis 2020

LE FIGARO 22/06/2022

La restauration sur place est notamment à son plus haut niveau de fréquentation depuis le début de la crise du Covid-19.

La restauration redémarre avec la hantise de l'inflation

LES ECHOS 22/06/2022 *(article réservé aux abonnés)*

Pour la première fois depuis mars 2020, l'activité du secteur est repassée en mai dans le vert par rapport à l'avant-crise sanitaire, selon Food Service Vision. Mais la bonne nouvelle est contrebalancée par l'impact de la hausse des prix qui rogne les marges des professionnels.

[Bilan] Food Tendances 2022 : La communication et la RSE, deux sujets clés pour la restauration

BRA RESTAURATION JUIN-JUILL

Le 7 avril a eu lieu notre convention Food Tendances, avec pas moins de 35 intervenants. Parmi les nombreux sujets abordés par les professionnels et experts du secteur, revenons sur 2 thématiques : la communication, qui fut l'objet d'une table ronde entre 3 acteurs de la restauration (voir ci-dessous) ; et la RSE, avec l'intervention exclusive du président de Cojean.

RESTAURATION COLLECTIVE

Produits bio en restauration collective : loi egalim : une solution pour agir avec la bio !

L'AGENCE BIO 24/06/2022

Dans le cadre de la loi dite « EGalim », la restauration collective devait introduire, au 1er janvier 2022, au minimum 20 % de produits biologiques dans ses achats alimentaires. Avec seulement 6,6% des achats de produit bio HT en 2021 et malgré tous les efforts déployés, force est de constater qu'il nous reste encore du chemin à parcourir.

Restauration collective : pourquoi modérer le soja dans les menus ?

LES MARCHES 30/06/2022 *(article réservé aux abonnés)*

Trois associations, Agores, Cede et Cena, viennent de publier un rapport sur la qualité d'une centaine de produits à base de soja proposés par les fournisseurs de la restauration scolaire

Des notes de cantine un peu plus salées à la rentrée

LE TELEGRAM 27/06/2022

Face à l'inflation, les maires sont confrontés à un nouveau casse-tête : maintenir le tarif des repas de cantines à la rentrée prochaine en renonçant à d'autres dépenses ? Ou bien l'augmenter, au risque de grever davantage le budget des ménages ?

Education : Entre inflation et pénurie de personnel, la rentrée scolaire s'annonce difficile

RADIO CLASSIQUE 27/06/2022

La prochaine rentrée scolaire s'annonce difficile. Entre l'inflation des matières premières et la pénurie de main-d'œuvre les services scolaires peinent à fonctionner normalement et les familles devront sûrement prévoir des coûts supplémentaires pour la scolarité de leurs enfants.

Le pouvoir insoupçonné de la (belle) vaisselle en restauration collective

CUISINE PRO 22/06/2022

En restauration collective comme ailleurs, le contenu nous semble parfois plus important que le contenant. Mais de la sécurité des consommateurs à l'impact économique, en passant par la compréhension des menus, une vaisselle bien pensée recèle un pouvoir insoupçonné.

Frichti chasse sur les terres de Sodexo et Elior

LE FIGARO 22/06/2022 *(article réservé aux abonnés)*

Rachetée par l'allemand Gorillas, la start-up muscle son offre dédiée aux entreprises.

Rentrée scolaire 2022 : vers une forte hausse du prix des fournitures ?

CNEWS 22/06/2022

La rentrée qui vient ne sera pas épargnée par l'inflation. Les associations de consommateurs anticipent en effet déjà une flambée des prix des fournitures de 10 % à 40 %. Les fédérations de parents d'élèves tirent la sonnette d'alarme et réclament une hausse de l'allocation de rentrée scolaire (ARS).

Inflation : le prix des cantines va-t-il augmenter à la rentrée ?

LE PROGRES 20/06/2022

La hausse des prix de l'alimentation et des carburants pourrait faire augmenter les prix de la restauration scolaire à compter de la rentrée 2022. Quelles seront les décisions des mairies (pour l'école primaire), du conseil départemental (collèges) et de la Région (pour les lycées) ?

EQUIPEMENT

Nouveaux enjeux du Foodservice : quelles conséquences pour l'équipement ?

CUISINE PRO 25/06/2022

Lors de la dernière Assemblée Générale du Syneg, Nicolas Nouchi, chef de marché et responsable études et consulting au sein de CHD Expert, a dressé un état des lieux du marché du foodservice deux ans après la pandémie. Il a aussi prédit les conséquences de ces mutations sur l'équipement professionnel.

Un restaurant plus durable. Revue des initiatives positives

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p34)

PRES DE VOUS

Saint-Rémy-de-Provence : "C'est grave bon", du bio et du local à la cantine malgré l'inflation

FRANCE 3 30/06/2022

A Saint-Rémy-de-Provence, les enfants manger 83% de bio, 100% de fait maison et presque autant de local. Comment les cantines municipales redoublent d'efforts pour résister à l'inflation galopante sans transiger sur la qualité.

La FEB rejoint l'ANIA

ZE PRO SNACK 26/06/2022 (article consultable en ligne – p6)

INFOS INTERNES

Eataly soigne son offre BtoB à destination des professionnels de la restauration

SNACKING 30/06/2022

Le célèbre marché italien, ouvert en 2019 dans le Marais par le Groupe Galeries Lafayette qui en détient la masterfranchise en France, entend s'offrir une nouvelle corde à son arc avec cette nouvelle activité d'e-commerce BtoB, à destination des professionnels du hors-domicile. Forcément bousculée par la crise sanitaire, qui a fragilisé son activité de restauration et de retail en magasin, la marque poursuit ainsi son travail de diversification.

Désormais plus gros que Coca-Cola, Mars change de patron

LES ECHOS 23/06/2022

Grant Reid quitte le groupe Mars, connu pour ses M&M's, Snickers et autres Bounty, après avoir profondément changé son activité et porté son chiffre d'affaires à 45 milliards de dollars devant celui de son compatriote Coca Cola.

Andros Restauration propose le distributeur de dessert fruitier

L'HOTELLERIE RESTAURATION 23/06/2022

Facile à l'hygiène, le distributeur de compote en vrac réduit le temps de manutention et facilite la mise en coupelle grâce à un juste calibrage. Le produit n'a aucun contact avec l'extérieur, pour une meilleure hygiène. Pour son lancement, Andros propose une recette de pomme issue d'une agriculture française et certifiée 2 de l'environnement. Avec le distributeur Andros, c'est sept fois moins de déchets, une empreinte carbone trois fois plus faible et un moyen de réduire le gaspillage alimentaire.

GOVERNEMENT BORNE 2

Ministres :

- Bruno Lemaire, ministre de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique
- Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer
- Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères
- Dupont Moretti, Garde des Sceaux, ministre de la Justice
- Sébastien Lecornu, ministre des Armées
- Olivier Dussopt, ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion
- Pap Ndiaye, ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse
- Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et Recherche
- Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
- Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
-

- Agnès Panier Runacher, Ministre de la Transition énergétique
- Rima Abdul Malak, ministre de la Culture
- François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention
- Jean-Christophe Combe, ministre des Solidarités, de l'autonomie et des Personnes handicapées
- Stanislas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique
- Mme Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Ministres délégués auprès de la Première ministre

- Olivier Véran, chargé ~~des relations avec le Parlement et de la Vie démocratique~~ du Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement
- Franck Riester, chargé ~~du Commerce extérieur et de l'attractivité~~ des Relations avec le Parlement
- Isabelle Rome, chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes de la Diversité et de l'Egalité des chances

Ministres délégués auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

- Gabriel Attal, chargé des comptes publics
- Roland Lescure, chargé de **l'Industrie**
- Jean-Noël Barrot, chargé de la Transition numérique et des Télécommunications
- Olivia Grégoire, chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

Ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et de la ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

- Caroline Cayeux, chargé des Collectivités territoriales

Ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

- Jean-François Carencu, chargé des Outre-mer (rétrogradé en Ministre délégué)

Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

- Laurence Boone, chargée de l'Europe
- Olivier Becht, chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger

Ministre déléguée auprès du ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse

- Carole Grandjean, chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels

Ministres délégués auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

- Clément Beaune, chargé des Transports
- Olivier Klein, chargé de la Ville et du Logement

Ministre déléguée auprès du ministre de la Santé et de la Prévention

- Agnès Firmin Le Bodo, chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé

Ministre déléguée auprès du ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

- Geneviève Darrieussecq, chargée des Personnes handicapées.

Secrétaires d'Etat auprès de la Première ministre :

- Hervé Berville, chargé de la Mer
- Marlène Schiappa, chargée de l'Economie sociale et solidaire et de la Vie associative

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

- Sonia Backès, chargée de la Citoyenneté

Secrétaires d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

- Mme Laurence Boone, chargée de l'Europe
- Chrysoula Zacharopoulou, chargée du Développement de la Francophonie et des Partenariats internationaux

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées et du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse

- Sarah El Haïry, chargée de la Jeunesse et du Service national universel

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées

- Patricia Mirallès, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire

Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la transition Ecologique et de la Cohésion des territoires

- Bérangère Couillard, chargée de l'Ecologie
- Dominique Faure, chargée de la Ruralité

Le projet de loi pouvoir d'achat sera examiné à compter du 18 juillet

Initialement annoncé au Palais-Bourbon à partir du 11 juillet, le texte sur le pouvoir d'achat sera finalement examiné à compter du 18 juillet. Ce sera ensuite au tour du projet de loi de finances rectificative (PLFR), à partir du 20 juillet. La présentation de ces deux textes en Conseil des ministres devrait en conséquence intervenir le 13 juillet. Un débat sur la présidence française du Conseil de l'UE (PFUE) sera organisé le 12 juillet au Sénat et le lendemain à l'Assemblée.

Un chèque alimentaire de 100 euros par foyer proposé pour les plus modestes, confirme Olivia Grégoire

La porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire a confirmé mercredi qu'une « aide alimentaire d'urgence » de 100 euros par foyer et de 50 euros par enfant pour « 9 millions de personnes » serait soumise au vote des parlementaires dans le cadre du projet de loi pouvoir d'achat. Cette proposition est également soumise en amont aux groupes parlementaires consultés par Elisabeth Borne, a précisé son entourage. « On travaille en complément sur un chèque alimentaire plus qualitatif pour accéder à des produits bio, frais et locaux », a ajouté Mme Grégoire lors d'un déplacement à La Chapelle-sur-Erdre, près de Nantes. Le projet de loi pouvoir d'achat devrait être présenté le 6 juillet en Conseil des ministres.

Yaël Braun-Pivet devient la première femme à présider l'Assemblée nationale

Elle a été élue au second tour, avec 242 voix, le candidat RN Sébastien Chenu ayant retiré sa candidature et les députés d'extrême droite n'ayant pas pris part au vote. Face à la configuration inédite de l'Assemblée, la députée des Yvelines a plaidé le « dialogue », « le compromis » et le travail « transpartisan ».

Le camp présidentiel compte 250 députés, à 39 sièges de la majorité absolue

Le paysage politique apparaît plus nettement après le dépôt des groupes à l'Assemblée. Le Journal officiel a rendu public, mercredi 29 juin, [la liste de ces derniers et leur déclaration politique](#). La majorité présidentielle s'appuie sur 250 députés, siégeant au groupe Renaissance (172 membres et apparentés), au groupe Modem (48) et Horizons (30), plus le dissident LREM Jean-Charles Larosneur. Ils feront face à 89 députés RN, à 62 députés LR et à 151 députés Nupes, dont 75 LFI, 31 Socialistes et apparentés, 23 écologistes et 22 GDR. Pour chercher les 39 voix manquantes, « il n'y aura pas de débauchage individuel », mais des discussions texte par texte auprès des « groupes politiques », d'après une source gouvernementale.

La composition de la commission des Affaires économiques est dévoilée avec des connaisseurs des questions agricoles

Les différents groupes politiques ont réparti leurs troupes dans les commissions thématiques le 29 juin (le détail). Bon nombre des spécialistes des questions agricoles de la précédente mandature ont obtenu une place en commission des Affaires économiques. Dans les rangs de la majorité présidentielle siégeront ainsi Thierry Benoît, Frédéric Descrozaille, Richard Ramos ou Stéphane Travert. LR sera notamment représenté par Julien Dive, Jérôme Nury et Jean-Pierre Vigier. Dominique Potier est au rendez-vous pour le PS, Bénédicte Taurine pour LFI. Ils sont rejoints par des députés réélus sensibles à ces questions, tels que Marie-Noëlle Battistel (PS, Isère) ou Guillaume Kasbarian (Renaissance, Eure-et-Loir) et par de nouveaux entrants, comme Anne-Laure Babault (Ensemble, Charente-Maritime), Mathilde Hignet ou Aurélie Trouvé pour LFI. Le RN envoie l'un de ses agriculteurs, le girondin Grégoire de Fournas. Christophe Barthès, autre représentant de la profession au sein du groupe, siégera pour sa part en commission Développement durable. Celle-ci accueillera également le journaliste Aymeric Caron (LFI, Paris), ardent défenseur de la cause animale. Parmi les députés réélus, Sandrine Le Feur, Jean-Luc Fugit ou Laurence Maillart-Méhaignerie pour la majorité, Jean-Yves Bony pour LR, retrouvent cette commission où ils ont déjà siégé.

AFP - 01/07/2022 : Causes de l'inflation: le Sénat promet un premier bilan le 20 juillet

Après l'interpellation du Parlement par Michel-Édouard Leclerc sur certaines hausses de prix jugées "suspectes", le Sénat a promis vendredi "un premier bilan" pour le 20 juillet des causes de cette inflation, en vue notamment de l'examen du projet de loi "pouvoir d'achat". Le médiatique président du comité stratégique des centres E. Leclerc a estimé jeudi que "la moitié des hausses de prix" demandées par les industriels de l'agro-alimentaire n'étaient "pas transparentes et suspectes", appelant le Parlement à se saisir du sujet. "Chiche", ont alors réagi les sénateurs du groupe CRCE à majorité communiste. Leur présidente Eliane Assassi a adressé jeudi un courrier à la présidente de la commission des Affaires économiques du Sénat Sophie Primas (LR) pour proposer la création "d'une mission d'information flash (...) en urgence". Pour répondre à cette demande, la commission des Affaires économiques a annoncé vendredi qu'elle allait "accélérer les travaux de son groupe de suivi de la loi Egalim, et établir un premier bilan des causes de cette inflation le 20 juillet". Mme Primas souhaite en effet que ces travaux "éclaircissent utilement les parlementaires en vue notamment de l'examen du projet de loi "Pouvoir d'achat", qui sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 18 juillet, puis au Sénat. Le groupe sénatorial de suivi de la loi Egalim, constitué depuis 2018, analyse l'impact de cette loi, puis de la loi Egalim 2 d'octobre 2021, sur la formation des prix des produits de consommation courante. Présidé par Daniel Gremillet (LR), ce groupe a déjà alerté à plusieurs reprises sur "les manques et effets de bord de ces deux lois". Pour Sophie Primas, ces deux lois adoptées lors du précédent quinquennat "ne sont pas du tout adaptées à une période de forte inflation, qui plus est appelée à durer". "Nous nous attacherons à y voir plus clair, car il en va de la transparence des prix, du pouvoir d'achat des ménages, et de la loyauté des relations commerciales", a affirmé Anne-Catherine Loisier, rapporteure centriste des deux lois.

